

France – De l'élection européenne à la crise politique

Une analyse des élections européennes de 2024

par Marc-Olivier Padis | Juillet 2024



Sommaire

Pour la première fois depuis les premières élections européennes directes en 1979, cette élection européenne a eu des conséquences politiques directes en France. Dès le début de la campagne électorale, cette élection est apparue comme un vote de mi-mandat, avec un fort vote de sanction contre le président français. Le Président Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale le soir du 9 juin 2024, donnant au résultat du vote européen une importance nationale sans précédent.

La campagne française pour les élections européennes a vu un nombre record de listes électorales : 38 au total. Or, selon les règles électorales françaises, seules les listes ayant obtenu 5% des suffrages exprimés sont élues au Parlement européen (PE). Seules sept listes étaient donc réellement

en lice. Le taux de participation, de 51,5 %, a été le plus élevé depuis 30 ans. Les résultats du vote ont été assez conformes aux prévisions des sondages d'opinion : Le Rassemblement national (RN) est arrivé en tête des élections, avec des gains dans toutes les catégories démographiques. La campagne a également vu l'émergence de la liste de gauche pro-européenne « Réveiller l'Europe », menée par le député européen sortant Raphaël Glucksmann, qui s'est clairement démarqué de la liste de gauche radicale « La France Insoumise » (LFI). La liste de la majorité présidentielle (« Besoin d'Europe ») a fait moins bien que lors des dernières élections il y a cinq ans, préfigurant son déclin lors des élections législatives suivantes, lors des deux tours du 30 juin et du 7 juillet 2024.

Figure 1: French Political Parties and Affiliations
(Source: Politico)



Introduction

La campagne électorale française pour les élections européennes a rassemblé un nombre record de listes : 38 en tout. Dans la règle électorale française pour les européennes, seules les listes atteignant 5% des suffrages exprimés ont des élus. Dès lors, sept listes seulement se trouvaient vraiment en concurrence. Le vote du 9 juin a présenté des résultats assez bien anticipés par les enquêtes d'opinion. La participation, à 51,5%, présente le meilleur niveau depuis 30 ans.

Une élection dominée par les enjeux nationaux

Le contexte politique français a considérablement pesé dans la campagne, le vote apparaissant comme un vote de mi-mandat deux ans après la réélection d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République. De ce fait, les sujets franco-français ont dominé la campagne. Le remaniement gouvernemental en janvier 2024, avec le départ d'Elisabeth Borne et l'arrivée de Gabriel Attal, faisait déjà de cette campagne un sujet majeur de politique intérieure. Le Rassemblement National (RN) a amplifié cette nationalisation des enjeux en annonçant très à l'avance qu'il demanderait une dissolution du parlement après les élections pour tenir compte du nouveau rapport de forces politiques. La France Insoumise (LFI), pour sa part, jouait la même partition nationale en annonçant qu'elle considérait cette élection comme « le premier tour de l'élection présidentielle ». Finalement, de façon tout à fait inhabituelle, le résultat des élections a eu un effet de politique intérieure avec l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, qui a largement éclipsé le résultat des élections européennes.

La nationalisation des enjeux du vote apparaît également dans les motivations des électeurs qui se

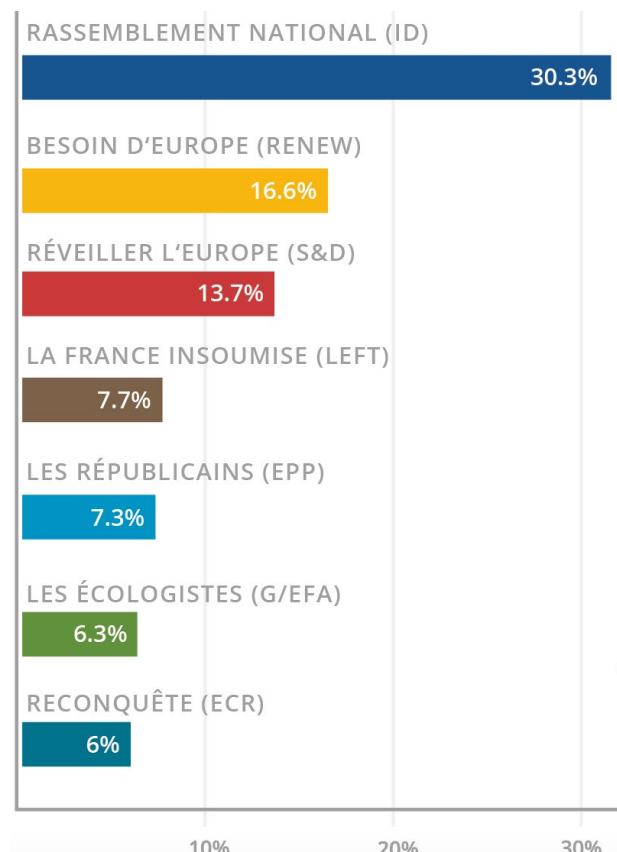
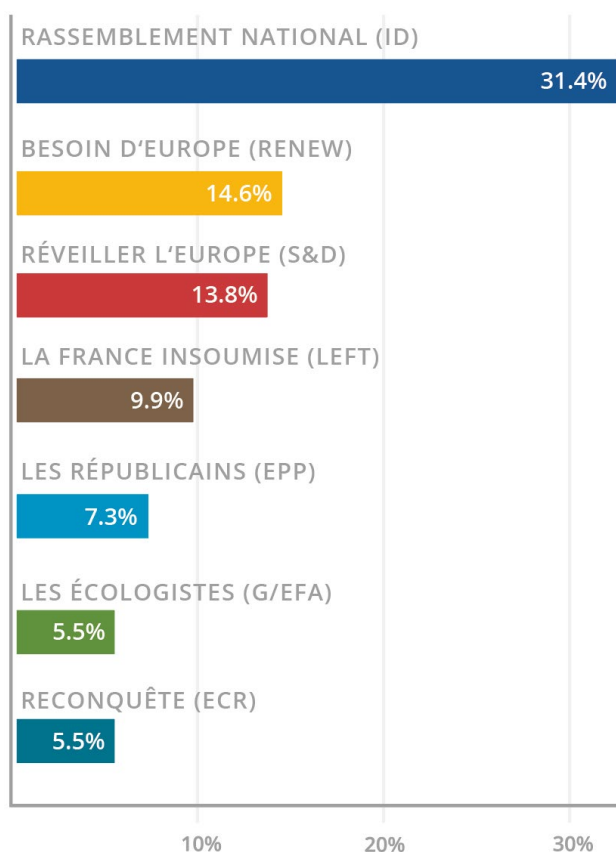
sont prononcés à 45% sur des enjeux de politique intérieure (43% en 2019) et 55% sur les questions européennes. Ce chiffre sur les questions de politique intérieure monte sans surprise à 73% pour les électeurs de Jordan Bardella, candidat principal aux Européennes pour le RN. En premier lieu, c'est le vote de rejet d'Emmanuel Macron « avant tout » qui a motivé plus d'un électeur sur trois (29%) et surtout 68% des électeurs du RN.¹

Une campagne peu animée

L'allure générale de la campagne s'est imposée très tôt et n'a guère bougé au fil des semaines. L'avance de la liste d'extrême droite s'est imposée très tôt. L'électorat de la liste du RN est apparu déterminé très en amont : 75% des électeurs du RN avaient choisi cette liste plusieurs mois à l'avance.² La liste du parti majoritaire ("Besoin d'Europe"), à l'inverse, a démarré sa campagne très tard, en mars, avec une

tête de liste inconnue, Valérie Hayer, eurodéputée. Seule la légère progression de la liste de Raphaël Glucksmann ("Réveiller l'Europe") a animé la campagne, sans qu'il parvienne pourtant à s'imposer à la deuxième position.

Il est frappant de voir que les rapports de force étaient inscrits très tôt. Si l'on compare les sondages du mois de mars aux résultats du 9 juin, on observe très peu de mouvements de l'opinion, si ce n'est un recul de la liste macroniste. Souvent sous-évaluée ou surévaluée jusqu'à présent dans les sondages en raison de la volatilité de son électorat, la liste RN a cette fois-ci finalement été bien évaluée. Cela est sans doute dû à la résolution précoce de participer au vote affichée par cet électorat, souvent tenté par l'abstention. Cette année, cet électorat a été surmobilisé : 60% des électeurs de Marine Le Pen en 2022 ont participé au vote européen (et même 69% des électeurs d'Éric Zemmour) contre 54% seulement des électeurs d'Emmanuel Macron en 2022 qui se sont déplacés.



On observe une grande stabilité des intentions de vote sur la durée, et l'absence d'influence de la campagne sur le choix des électeurs. Même l'intervention – inhabituelle dans ce type de campagne – du Président de la République par un discours de près de deux heures dans le grand amphithéâtre de l'université de la Sorbonne à Paris le 25 avril 2024 n'a eu aucun impact, sinon de faire reculer un peu la liste de sa candidate. De même, le débat majeur entre le Premier ministre, Gabriel Attal, et le candidat du RN, Jordan Bardella, le 23 mai, n'a pas fait reculer le vote RN.

RN masqué, Gauche divisée, Centre affaibli

Donné favori de l'élection, le Rassemblement National n'a voulu prendre aucun risque. Le candidat principal, Jordan Bardella, n'a guère exposé son programme. Malgré plusieurs annonces, il n'a, par exemple, pas présenté le volet économique de son programme. Le risque était de l'exposer à un examen et à des réfutations alors que le parti tente depuis plusieurs années d'apparaître plus crédible sur le fond. Le livret de campagne se contente de reprendre pour l'essentiel les propositions de 2019. Depuis 2019, le RN a légèrement infléchi son discours sur l'Europe, en prenant acte de l'attachement des Français à l'appartenance à l'UE et à l'euro. Cette évolution ne signifie cependant nullement une adhésion de fond au projet européen mais promet, si l'on regarde le programme, un « Frexit en pièces détachées » (selon la formulation du député français centriste Jean-Louis Bourlanges). En effet, dans ce projet pour une « Europe des Nations », la quasi-totalité des politiques européennes actuelles sont contestées sauf le programme d'échange Erasmus, la coopération en matière de protection civile, les échanges scientifiques et la coopération industrielle sur des projets d'avenir comme l'intelligence artificielle. A l'inverse, l'espace Schengen, l'agence Frontex, le marché unique ne seraient « acceptables

» que « sous de nouvelles conditions ». En outre, la politique extérieure de l'Union, le marché de l'énergie, l'élargissement et la dette commune sont catégoriquement refusés. Jordan Bardella a également déclaré en fin de campagne qu'il souhaitait réduire la contribution française au budget européen de 2 à 3 milliards, soit une baisse de 10 à 15%.³

Pour la majorité présidentielle, dont l'engagement pro-européen est le marqueur le plus fort, il s'agissait de confirmer l'implantation du courant Renew au Parlement européen et de soutenir les initiatives européennes d'Emmanuel Macron. Malgré son implication personnelle dans la campagne - par exemple à travers le deuxième discours à la Sorbonne en avril 2024 - et le choix d'un jeune Premier ministre, Gabriel Attal, incité à s'engager fortement, le Président s'est néanmoins trouvé affaibli.

Pour la gauche, l'enjeu de politique intérieure était fort présent lors de la campagne. La France Insoumise (LFI) entendait mettre Jean-Luc Mélenchon en position dominante au sein de la Gauche, de manière à s'imposer comme le candidat le plus crédible ou à incarner le vote utile à gauche pour la prochaine élection présidentielle de 2027. A l'inverse, l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, à la tête de la liste «Réveiller l'Europe», soutenue par le Parti socialiste et par Place publique (le mouvement pro-européen fondé par Raphaël Glucksmann avant les précédentes élections de 2019) a mené une campagne axée sur les questions européennes, en premier lieu l'enjeu géopolitique de l'agression russe contre l'Ukraine. Cela l'a conduit à prendre clairement ses distances avec la rhétorique eurosceptique de LFI et ses positions ambiguës sur la Russie (le tract de campagne de LFI proposait de «construire la paix en Ukraine» sans désigner clairement les forces en présence). La progression de cette liste en cours de campagne a démontré qu'une alternative était possible au sein de la gauche à une alliance dominée par LFI, telle qu'elle a été par exemple mise en place à l'Assemblée nationale pour les législatives de 2022 sous le nom de Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES). Cette candidature

pro-européenne a attiré à elle des voix de gauche qui s'étaient portées sur la liste Renaissance en 2019 : 11% des électeurs la liste Renaissance de 2019 se sont portés cette année sur la liste de Raphaël Glucksmann. Elle a aussi pris une partie des voix écologistes (27% de la liste Verte de 2019 se sont déplacés vers Glucksmann), ce qui explique en partie le faible score final des Verts.⁴

Les thèmes de campagne : Pouvoir d'achat et immigration

Là encore, on voit la faible animation de la campagne, avec une grande stabilité de la hiérarchie des thèmes et une absence d'évolution jusqu'au jour du vote. Le thème de la place de la France en Europe a légèrement progressé mais les sujets de politique intérieure et de vie quotidienne, comme la hausse des prix, ont clairement effacé les sujets plus proprement européens.

La comparaison de la liste des thèmes de campagne importants pour les Français en début de campagne à celle sur laquelle les électeurs disent s'être prononcé le jour du vote montre que la campagne n'a pas changé la hiérarchie des priorités :

Le pouvoir d'achat s'est imposé comme sujet principal lors de cette campagne pour deux raisons. La première est l'inflation, qui a cependant beaucoup reculé en France (2,3% en avril 2024 contre près de 7% un an plus tôt) mais dont l'impression persiste auprès des ménages, notamment dans l'alimentaire. C'est sans doute pourquoi la mobilisation des agriculteurs a reçu un large écho en début d'année 2024. Les manifestations agricoles contre le Pacte vert, en amont du Salon de l'agriculture (24 février - 3 mars), qui est un rendez-vous politique important en France, a lancé un mouvement de mise en cause des avancées vertes de l'Europe, peu défendu par la majorité. D'une manière générale, le bilan des insti-

tutions européennes a été peu présenté au cours de la campagne.

L'inflation a aussi été un sujet à cause de l'augmentation des coûts de l'énergie, ce qui est dû à la guerre russe contre l'Ukraine. Celle-ci a impacté les ménages français au cours de l'année 2022, malgré une production énergétique très électrifiée en France. La tarification de l'électricité a constitué un thème de campagne assez inattendu, avec la proposition du RN de faire sortir la France du marché européen de l'électricité. L'exemple de cette mesure rappelle à quel point l'évolution du discours du RN sur l'Union européenne est en trompe l'œil : le RN dit ne plus vouloir sortir de l'UE ni revenir au franc mais conteste dans le détail la participation de la France à l'UE, sans être vraiment capable d'argumenter sérieusement sur le fond sur les bénéfices que procurerait par exemple la sortie du marché européen de l'électricité.

En deuxième position, l'immigration a été un sujet prévalent lors de cette campagne, et c'est également le thème de prédilection du RN. C'est un « thème rouge », selon l'expression du chercheur Gilles Ivaldi, c'est-à-dire qu'il permet de faire le lien entre des sujets d'inquiétude variés, en premier lieu la sécurité et le terrorisme (qui apparaissent en 5e et 6e position dans la liste) mais aussi le pouvoir d'achat et l'emploi.⁵ Le Pacte migratoire européen a été mis en avant par le RN, considéré comme une menace pour la sécurité, dans une dénonciation attendue de l'Europe qui « impose l'immigration de masse ». Le choix de placer l'ancien directeur de Frontex (de 2015 à 2022), Fabrice Leggeri, en 3e position sur la liste de Jordan Bardella marquait une volonté d'accroître l'expertise du RN sur la question migratoire. Il est cependant peu apparu au cours de la campagne en raison de critiques formulées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) sur sa gestion à Frontex.⁶ Placé en bonne position sur la liste (3e), il a cependant été élu.

Il est intéressant de noter l'importance du sujet de la santé pour les électeurs, qui semble indiquer qu'après l'action commune européenne durant le

Covid-19, les attentes des électeurs vis-à-vis de l'Europe portent sur ce sujet qui ne fait pas strictement partie des compétences européennes.

Le soutien à l'Ukraine a été un sujet particulièrement mis en avant par Raphaël Glucksmann, dont le premier engagement politique a été en Géorgie après la « révolution des roses » (2003). Il a également fait partie des marqueurs politiques mis en avant par Valérie Hayer. Ce sujet permettait de mettre en difficulté le RN dont la position longtemps pro-russe a été lentement corrigée depuis 2022. Si le RN concède un soutien verbal à l'Ukraine, Marine Le Pen a agité la peur d'un conflit ouvert avec la Russie après les déclarations du Président de la République sur l'envoi de militaires français sur le sol ukrainien.

C'est cependant l'action militaire israélienne à Gaza en riposte aux massacres commis par le Hamas le 7 octobre qui a été au centre de la campagne de La France Insoumise. Bien que le sujet ne relève pas des compétences du Parlement européen, LFI a fait du mot d'ordre « imposer la paix à Gaza » son thème différenciant, tout en affichant une grande retenue par rapport à la Russie (« construire la paix en Ukraine »).

Les votes. Un paysage politique dominé par la progression de l'extrême droite dans toutes les catégories

Sans surprise, c'est la liste d'extrême droite emmenée par Jordan Bardella qui arrive en tête, avec 31,37% des voix (30 sièges sur 81 pour la France au total). Ce résultat est d'autant plus remarquable que l'élection européenne, jusqu'à présent, intéressait peu les électeurs RN. Ce résultat s'explique par deux facteurs. Tout d'abord, une très bonne mobilisation de son socle traditionnel. Les électeurs de

Marine Le Pen en 2022 ont massivement voté pour la liste européenne de Jordan Bardella (86%-90% selon les enquêtes). Le vote a aussi été très fort dans les catégories professionnelles dans lesquelles ce parti fait ses meilleurs scores depuis longtemps : les employés (40%) et les ouvriers (parmi lesquels il a encore progressé, parvenant à 54%). Ensuite, le RN a progressé dans des catégories jusqu'à présent peu réceptives comme les cadres (de 13% à 20% des voix, +7) et les retraités (de 22% à 29%). Depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011, l'écart de genre a progressivement été comblé si bien que la sous-représentation de l'électorat féminin, qui a longtemps caractérisé le vote FN (radical right gender gap observé aussi dans d'autres pays), est désormais effacée. La liste progresse également chez les moins de 25 ans (de 15% à 26%), sans doute en partie grâce à l'image de la jeune tête de liste (28 ans) et de son omniprésence sur les réseaux sociaux (il a près de 2 millions de followers sur TikTok).⁷ Ce n'est cependant pas sur cette tranche d'âge qu'il fait son meilleur score (les tranches entre 25 et 65 ans sont plus fortes). D'une manière générale, c'est avec les voix des actifs que Jordan Bardella est le mieux élu. Sur le plan politique, il a pris des voix aux électeurs conservateurs (20% des personnes qui avaient voté pour Valérie Pécresse en 2022) et de ses rivaux d'extrême droite Eric Zemmour (26% ou 43%, selon les enquêtes).

Le RN en progression est un parti « moyennisé » dont l'électorat ne présente plus des écarts massifs à la moyenne des Français. La comparaison des cartes du vote RN pour les trois dernières élections européennes montre que le vote se diffuse progressivement, y compris dans les territoires où le vote RN a toujours été faible (Bretagne et grand Ouest, métropole parisienne). On relève encore cependant les territoires de plus forte implantation : le Nord anciennement industriel, la Provence-côte d'Azur et le Languedoc, la vallée de la Garonne. La carte donne une sur-représentation à des espaces peu denses et sous-estime en revanche la place des métropoles, où le RN fait de moins bons scores.

Au total, on peut dire que le vote RN s'est moyennisé. Il s'est aussi banalisé, puisque le vote n'est plus honteux depuis la "dédiabolisation" du parti, et notabilisé, puisque le vote n'est plus marginal. Il n'est cependant pas encore tout à fait crédibilisé, comme l'a montré la grande prudence du candidat sur le fond du programme.

Le parti de la majorité présidentielle est le grand perdant du vote du 9 juin, avec 14,6% des voix. Il est nettement distancé par le RN et ne parvient pas à mobiliser ses soutiens dans une élection qui concerne particulièrement son électorat pro-européen. Un électeur sur deux seulement d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 a choisi de voter pour la liste de Valérie Hayer. Par rapport à 2019, le score de Renaissance baisse chez les employés, les ouvriers et les chômeurs mais surtout chez les cadres (de 29% à 15%) et les jeunes (de 17% à 7%). La liste ne fait vraiment un bon score qu'auprès des retraités et des catégories les plus favorisées. Le parti apparaît trop dépendant du Président et subit le vote sanction adressé à Emmanuel Macron. En outre, le Président poursuit une pratique solitaire du pouvoir, à l'image de la décision surprise de la dissolution, à l'issue d'une délibération opaque dont même le Premier ministre, qui doit mener la campagne des législatives, n'a été informé qu'au dernier moment. Cette pratique du pouvoir s'explique, au-delà de dispositions personnelles, par les choix d'un Président qui veut garder un pouvoir d'initiative en utilisant pleinement ses prérogatives institutionnelles. La personnalisation du pouvoir, prévue dans les institutions présidentielles de la Ve République, finit par se retourner contre le camp du Président, en faisant du vote un bulletin 'anti-Macron'.

La liste PS-Place publique est celle qui a connu la plus forte progression depuis 2019, passant de 6% à presque 14%. La stabilité de son résultat chez les ouvriers (7% en 2019 et 2024), de même que chez les jeunes (18-25 ans, 5% dans les deux rendez-vous) illustre cependant les limites de cette progression. La liste de Raphaël Glucksmann est celle qui réunit des électeurs venant de tous les horizons

de la gauche : 25% de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon, 35% de Yannick Jadot, 30% de Fabien Roussel et 15% d'Emmanuel Macron. Lors de la soirée électorale, Raphaël Glucksmann a annoncé vouloir tenir un rôle au plan national, en contribuant à une recomposition d'un « espace politique nouveau ». Son objectif était de contester l'emprise de Jean-Luc Mélenchon sur l'alliance du Gauche (Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale, NUPES) et de forger une nouvelle offre progressiste et pro-européenne à gauche. Mais l'annonce de la dissolution lui a immédiatement fermé l'espace politique qu'il pouvait occuper dans la mesure où son mouvement, Place publique, n'est pas assez bien implanté pour présenter des candidats à des élections législatives.

Le parti des Républicains sauve l'essentiel avec 7,25% des voix mais n'enverra au Parlement Européen qu'une délégation réduite faisant partie du Parti du peuple européen (PPE). Ce parti n'a pas su attirer de nouveaux électeurs. Il ne bénéficie d'aucun transfert de voix significatif des autres partis. Pire, il ne parvient pas à garder son électorat dont un cinquième est parti voter pour le RN. Ses points forts, très limités, ne concernent que des catégories peu nombreuses comme les retraités de catégorie supérieure (11%) et les plus de 70 ans (12%).

Les écologistes risquaient de ne pas atteindre la barre des 5% permettant d'envoyer des députés au Parlement européen. Avec 5,5%, ils sauvent 5 sièges, en fort recul par rapport à 2019 (13,5 %). Le message des Écologistes s'est trouvé affaibli par la hausse des prix, notamment sur l'énergie, ainsi que les attaques menées à la fois par le monde agricole (contre le Pacte Vert), par l'extrême droite (contre "l'écologie punitive"). Leur tête de liste, Marie Toussaint, n'était pas connue et s'est trouvée en concurrence avec Manon Aubry (LFI) et Raphaël Glucksmann qui ont aussi repris des thèmes environnementaux dans leur programme.

La France insoumise progresse légèrement à près de 10% (+ 3 points par rapport à 2019). Le profil de son électorat est très marqué à la fois en âge et en localisation géographique. LFI est le seul parti dont

l'implantation géographique est très déséquilibrée. Il ne fait des scores significatifs que dans quelques fiefs électoraux limités à l'Île de France et quelques métropoles (Lyon, Montpellier, Toulouse, Lille). Il arrive par exemple en tête dans les 19e et 20e arrondissements de la capitale ainsi qu'en Seine St Denis et dans le Val de Marne. Il fait aussi un bon score auprès des 18-24 ans (23%). Cette classe d'âge apparaît d'ailleurs complètement polarisée entre les deux votes extrêmes et n'accordant que de très faibles scores (entre 5 et 6%) aux partis traditionnels ou de gouvernement. La campagne de LFI a très peu porté sur les sujets européens, le parti ayant fait le choix d'axer sa communication sur la situation à Gaza d'une manière particulièrement clivante. Ce sujet semble avoir compté comme un déterminant important du vote chez les jeunes électeurs : 22% des 18-24 ans le citent comme un sujet important (contre 6% de l'ensemble des électeurs).⁸

Une élection lourde de conséquences : La dissolution de l'assemblée nationale et les élections législatives de 2024

La décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale écrase l'analyse du résultat des élections européennes en France. Cette décision est inédite dans la vie politique française. La faculté de dissoudre relève des prérogatives du Président de la République. Elle a été utilisée dans la Ve République le plus couramment pour mettre en concordance le résultat de l'élection présidentielle avec la majorité parlementaire par un nouveau Président élu (par exemple François Mitterrand en 1981) ou pour rendre la parole aux électeurs après une forte mobilisation sociale (par exemple De Gaulle en 1968). Elle n'avait jamais suivi une élection européenne - c'est donc la première fois qu'un Chef

de l'État interprète un résultat aux élections européennes en tant que remise en question de son pouvoir au niveau national. En effet, les élections européennes n'avaient jamais donné lieu jusqu'à présent à des changements politiques majeurs en France (remaniements, etc.). L'effet de surprise, recherché par le Président, a été complet.

Le choix du Président de la République a jeté les électeurs français au bord de l'inconnu. Cette décision a été justifiée a posteriori par le fait que le gouvernement devrait faire face à une motion de censure à l'automne, au moment du vote du budget. C'est aussi la reconnaissance tardive de l'impossibilité de fonctionner sans majorité puisque les électeurs, lors des élections législatives de 2022, n'ont pas donné de majorité au Président, une première sous la Ve République. La radicalisation de l'électorat de droite, la défiance vis-à-vis du Président, l'élan donné à l'extrême droite par son bon score aux élections européennes, la brièveté de la campagne électorale, l'impréparation de la majorité : tous ces facteurs ont favorisé la progression du Rassemblement national au premier tour. Ensuite, la perspective réelle de l'arrivée d'un Premier ministre d'extrême droite a conduit tout d'abord les partis à mettre en place un "barrage républicain" en poussant au retrait des candidats présents dans les triangulaires du deuxième tour, là où leur présence pouvait favoriser l'élection du RN. Le nombre de triangulaires est ainsi passé de 306 à 89. Le maintien d'une très forte participation au second tour (67%) et les très bons reports des électeurs sur les candidats du "front républicain" ont finalement, à la surprise générale, limité la progression des élus du RN, qui forment tout de même le premier groupe au Parlement (143 élus contre 89 dans le parlement sortant, +60%). Les deux autres coalitions électorales forgées pour la circonstance, le Nouveau Front Populaire (La France Insoumise, Parti communiste, Europe Ecologie Les Verts, Parti socialiste) et Ensemble (Renaissance, Modem, Horizons) doivent s'entendre pour former une coalition parlementaire capable de soutenir un nouveau gouvernement, une situation inédite dans la Ve République.

Conclusion

Le résultat des élections françaises annonce un recul de l'influence française au Parlement européen. Les deux groupes parlementaires au sein desquels les délégations françaises seront les plus importantes, Identité et Démocratie (ID), devenu les Patriotes pour l'Europe, et le groupe de la Gauche Européenne (GUE/NGL), ne jouent pas un rôle central dans le travail parlementaire. La délégation française au sein du groupe le plus important du PE, le PPE, sera particulièrement réduite. Les Français sont affaiblis dans le groupe Renew, qui devait être le vecteur de l'influence d'Emmanuel Macron au PE. Seule la progression de la liste socialiste (S&D) correspond à un mouvement également observé dans d'autres pays. De même que le recul des Verts, qui survient dans plusieurs pays en même temps. Au final, les Français pèsent peu dans les groupes parlementaires importants et pèsent dans les groupes qui n'ont pas de poids déterminant au PE. Ce décalage contribue à l'affaiblissement de la position française en Europe, aggravée par l'affaiblissement annoncé du Président de la République privé de majorité et empêché de se représenter. Mais ce recul de la position française risque de ne pas être vraiment perçu par les Français et d'accroître un sentiment d'incompréhension du fonctionnement de l'Europe.

Notes de bas de page

- 1 « Comprendre le vote des Français », IPSOS, 9 juin 2024, p. 13.
- 2 « Comprendre le vote des Français », IPSOS, 9 juin 2024, p. 6.
- 3 <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/far-rights-bardella-vows-e2-to-3-blncut-in-french-contribution-to-eu-budget/>
- 4 Ipsos, « Sociologie des électors », 10 juin 2024, p. 11.
- 5 « Comment la question migratoire a pesé sur le scrutin européen », Le Monde, 14 juin 2024.
- 6 <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/fabrice-leggeri-numero-3-de-la-liste-rn-vise-par-une-plainte-pour-complicite-de-crimes-contre-lhumanite-et-de-torture/>
- 7 https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/07/05/comment-expliquer-le-succes-de-jordan-bardella-sur-tiktok_6246964_4408996.html
- 8 L'ensemble de ces chiffres sont tirés des enquêtes post-électorales Ipsos et Harris Interactive.

A propos de l'auteur



Marc-Olivier Padis est Directeur des Études de Terra Nova. Il est éditeur et commentateur de la vie politique française et européenne. Il a été rédacteur en chef et directeur de la revue *Esprit* pendant près de vingt ans. Il participe régulièrement dans le podcast de commentaire de l'actualité politique „Le Nouvel Esprit public“, animée par Philippe Meyer (www.lenouvelespritpublic.fr). Il a été membre du comité éditorial d'Eurozine (2009-2015) et membre du conseil d'administration de l'université Paris 3 Sorbonne-nouvelle en tant que personnalité extérieure en 2014 et 2015. De 2005 à 2011, il a été professeur à Sciences Po Paris, où il a enseigné les grandes questions de politique européenne. Il a publié plusieurs ouvrages de philosophie politique française (Marcel Gauchet, la genèse de la démocratie, Michalon, 1996) et internationale (Les Multinationales du cœur, avec Thierry Pech, Le Seuil/La République des idées).



@Mo_Padis



Marc-Olivier Padis



@marcolivierpadis.bsky.social

A propos de Terra Nova



Terra Nova est un think tank progressiste indépendant ayant pour but de produire et diffuser des solutions politiques innovantes en France et en Europe. Ses experts participent au débat public en informant les décideurs politiques, les leaders d'opinion et tous ceux qui s'intéressent aux politiques publiques.



@_Terra_Nova



Terra Nova

www.tnova.fr

A propos de Das Progressive Zentrum



Das Progressive Zentrum est un think tank indépendant et à but non lucratif basé à Berlin. Depuis 2007, ses recherches, publications et événements contribuent à stimuler les idées de progrès social, à orienter les débats politiques décisifs et à faciliter les réseaux de collaboration pour les progressistes d'Allemagne, d'Europe et d'Amérique du Nord. Le think tank contribue à une société plus durable, qui offre des chances égales et suffisantes à tous.

 @DPZ_Berlin

 Das Progressive Zentrum

 @dpz_berlin

 @dpzberlin.bsky.social

www.progressives-zentrum.org

A propos du European Policy Centre



Le **European Policy Centre (EPC)** est un think tank indépendant et à but non lucratif, qui a pour mission de favoriser l'intégration européenne par l'analyse et le débat, de soutenir et d'inciter les décideurs à tous les niveaux, sur la base de données et d'analyses, et de fournir une plateforme permettant d'impliquer les partenaires, les parties prenantes et les citoyens dans l'élaboration des politiques de l'UE et dans le débat sur l'avenir de l'Europe.

 @epc_eu

 European Policy Centre

www.epc.eu

A propos du projet

“Titre. Une analyse des élections européennes de 2024” est un texte publié dans le cadre du projet “Plus divers qu’uni ? Analyse comparative des élections européennes 2024.”

Ce projet est issu d’une coopération entre le think tank Das Progressive Zentrum (Allemagne) et le European Policy Centre (Belgique). Il inclut également les organisations partenaires suivantes : Istituto Affari Internazionali (Italie), Terra Nova (France) et Krytyka Polityczna (Pologne).

Proposition de citation

Padis, Marc-Olivier (2024). France – De l’élection européenne à la crise politique. Une analyse des élections européennes 2024. Das Progressive Zentrum, European Policy Centre et Terra Nova. progressives-zentrum.org

Droits

Tous les droits sont réservés. La reproduction ou l’utilisation comparable d’œuvres de Das Progressive Zentrum, y compris d’extraits, n’est autorisée qu’avec un accord écrit préalable.

© Das Progressive Zentrum e. V., 2024
publié en juillet 2024

V.i.S.d.P.:

Dominic Schwickert

c / o Das Progressive Zentrum e. V.

Werftstraße 3, 10577 Berlin

Président:

Prof. Dr. Wolfgang Schroeder, Judith Siller,
Joachim Knodt

Directeur exécutifs:

Dominic Schwickert, Paulina Fröhlich

Président du Conseil scientifique:

Prof. Dr. Anke Hassel

Éditeurs:

Sophie Pornschlegel, Maria Menzel-Meyer

Conception graphique, mise en page et composition:

Greta Fleck

www.progressives-zentrum.org
mail@progressives-zentrum.org

Le graphisme de la couverture de ce rapport a été généré à l’aide d’une technologie d’intelligence artificielle.